

**FRANCE**

Parcoursup : le casse-tête des nouvelles études de santé

ENSEIGNEMENT

La plate-forme Parcoursup sera en service ce vendredi.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Ce sera la nouveauté de cette saison 3 de Parcoursup. Le site d'information ouvrira ce vendredi avec une offre renouvelée pour les études de santé. La réforme voulue par Emmanuel Macron pour mettre fin au « gâchis » de l'ancienne première année commune aux études de santé (Paces) va concerner les bacheliers de juin prochain.

Deux voies ont été créées pour diversifier la formation des professionnels de santé et limiter l'échec. L'une, le « PASS » (parcours spécifique accès santé avec une option d'une autre discipline), est une sorte de Paces améliorée. L'autre, la « L. AS », permet à un étudiant inscrit en licence (de mathématiques, droit, économie ou autre), d'avoir une option « accès santé ».

Les lycéens qui voudraient connaître, dès ce vendredi, le

nombre de places dans chacune des deux voies, université par université, risquent cependant d'être déçus. Un tiers ne sont pas prêtes, selon la Conférence des doyens de médecine, huit selon le ministère.

« Cela fait des mois et des mois qu'on dit au gouvernement que le mur arrive, et là, on bute sur la première barrière », déplore Jean Sibilia, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine. Il n'envisage pas de report de la réforme mais il a fait part au gouvernement de ses « profondes inquiétudes ».

Le dialogue est « compliqué », confie-t-il aux « Echos », car le ministère chiffre le coût d'un étudiant en santé entre 900 et 1.200 euros, contre 4.000 pour les présidents d'université. Le cours magistral de la Paces, qui ne coûtait pas très cher, doit laisser place à un autre modèle pédagogique qui nécessite des moyens, argue la Conférence des présidents d'université (CPU). Elle réclame « 68 à 100 millions d'euros » alors que le gouvernement a mis 16 mil-

lions sur la table pour les 37 facultés de médecine.

« C'est chaud partout », lâche un président d'université. A Lille, qui accueille les plus gros bataillons d'étudiants en santé (3.200 l'an dernier), le doyen de la faculté de médecine, Didier Gosset, faisait part, il y a quelques jours, d'un « blocage absolu » : « On a les effectifs les plus importants de France, et donc une redistribution importante vers les licences L. AS. » A Nantes, le président de l'université, Olivier Laboux, espère, lui aussi, des moyens supplémentaires. « Dans les autres licences, c'est déjà plein comme un œuf », explique-t-il à propos des L. AS. En Île-de-France, certaines universités envisagent même de diminuer le nombre de places en études de santé... sauf que le ministère s'est engagé à ne pas le faire.

Frédérique Vidal a promis mercredi que les universités recevraient des « notifications » budgétaires d'ici au 17 janvier. « Il n'y a pas d'alerte rouge », rassure-t-on au ministère. « Tout le



monde est favorable à la réforme, mais il faudra deux à trois ans pour la mettre en œuvre, alors qu'on nous demande de le faire en quelques mois », regrette Olivier Laboux. « La réforme va marcher, mais la première année va être rock'n'roll, estime un conseiller. Les caisses sont vides. »

Manque de moyens

Pour Maxime Tournier, vice-président de l'Association des étudiants en médecine de France (ANEMF), affiliée à la Fage, le risque est que les lycéens « se rassurent » en choisissant la voie qui ressemble le plus à l'ancienne Paces, à savoir le PASS. Mais aussi que les autres étudiants, inscrits en licence de droit, de mathématiques ou autres, ne fassent les frais du manque de moyens. « Il devait y avoir des places en plus pour les L. AS... sauf si elles ne sont pas financées, auquel cas cela se fera au détriment des autres étudiants », reconnaît un président d'université. A Nantes, à Lille comme ailleurs, les négociations budgétaires via les rectorats s'intensifiaient jeudi, à quelques heures du compte à rebours de Parcoursup. ■

**Le ministère
chiffre le coût
d'un étudiant en
santé entre 900
et 1.200 euros.**